



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/75/23
20 octobre 2015

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF DU
FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Soixante-quinzième réunion
Montréal, 16-20 novembre 2015

PLAN D'ACTIVITÉS DU PNUD POUR LA PÉRIODE 2016-2018

1. Ce document présente le plan d'activités du PNUD pour la période 2016-2018¹ et comprend les activités prévues pour l'élimination des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (SAO) au cours de la période 2016-2018, les indicateurs de performance du plan d'activités et les recommandations aux fins d'examen par le Comité exécutif. Le détail du plan d'activités du PNUD pour la période 2016-2018 figure en annexe.

OBSERVATIONS DU SECRÉTARIAT

2. Le tableau 1 présente, année par année, la valeur des activités incluses dans le plan d'activités du PNUD.

Tableau 1 : Allocation des ressources dans le plan d'activités du PNUD pour 2016-2018 tel que présenté (en milliers de \$ US)*

Article	2016	2017	2018	Total (2016-2018)	Total (2019-2020)	Total après 2020
Activités dont le respect est exigé						
Accords pluriannuels approuvés (APA)	1 953	568	1 678	4 199	781	21
Phase I du Plan de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH)	42	29	8	79	79	16
Phase I du PGEH - financement supplémentaire	430	128	0	558	0	0
Préparation du projet de PGEH (PRP) – phase II	0	86	210	295	245	0

¹ Un projet de plan d'activités du PNUD a été discuté lors de la réunion de coordination interinstitutions (RCII) qui s'est tenue à Montréal du 31 août au 2 septembre 2015. Le plan d'activités figurant dans le présent document a abordé la question soulevée lors de la réunion.

Article	2016	2017	2018	Total (2016-2018)	Total (2019-2020)	Total après 2020
Phase II du PGEH	35 666	24 412	51 509	111 588	54 595	3 136
Démonstration des solutions de remplacement à faible potentiel de réchauffement global (PRG)	2 039	0	0	2 039	0	0
Activités standard						
Renforcement des institutions (RI)	3 620	2 753	3 620	9 993	6 373	0
Unité de base	2 055	2 069	2 084	6 208	4 212	0
Total général	45 805	30 046	59 108	134 959	66 284	3 173

* Y compris les coûts d'appui d'agence, lorsqu'ils s'appliquent.

Observations du Secrétariat sur les activités dont le respect est exigé

Phase I des PGEH

3. Dans le plan d'activités du PNUD, il y a deux pays (la Mauritanie et le Soudan du Sud) pour lesquels la phase I des PGEH n'a pas encore été approuvée. La valeur indiquée pour ces pays s'élève à 173 412 \$US, dont 78 805 \$US pour la période allant de 2016 à 2018.

4. Le plan d'activités du PNUD comprend d'autres projets sortant du champ d'application des phases I des PGEH de deux pays (Cuba et Panama) pour un montant de 558 289 \$US pour la période de 2016 à 2018. Ces demandes relèvent de différentes décisions du Comité exécutif qui permettent à ces pays de présenter des projets supplémentaires au cours de la mise en œuvre de la phase I.

Phase II des PGEH dans les pays à faible volume de consommation (FVC)

5. Le niveau total de financement pour la phase II des PGEH dans les pays à FVC devant atteindre une réduction de 35 pour cent de leur consommation de base de HCFC s'élève à 680 760 \$US, notamment 434 930 \$US pour la période courant de 2016 à 2018. Il n'y a pas eu de financement pour la phase II des PGEH dans les pays à FVC devant atteindre une réduction de 67,5 ou 100 pour cent.

Phase II des PGEH dans les pays à gros volume de consommation (GVC)

6. Le niveau total de financement pour la phase II des PGEH dans les pays à GVC s'élève à 168,64 millions \$US (notamment 111,15 millions \$US pour la période allant de 2016 à 2018). La ventilation par secteurs est présentée dans le tableau 2.

Tableau 2 : Répartition par secteur du financement de la phase II des PGEH dans les pays à GVC (en milliers de \$US)

Secteur	2016-2018	2019-2020	Après 2020	Total	Pourcentage du total
Mousse en général	14 519	7 444	784	22 747	13,5
Mousse rigide	20 097	5 996	0	26 093	15,5
Mousse de polystyrène extrudé (XPS)	547	668	0	1 215	0,7
Production de réfrigérants à base d'hydrocarbures	497	607	0	1 104	0,7
Entretien des systèmes de réfrigération	14 156	7 029	784	21 969	13,0
Systèmes de réfrigération et de climatisation	9 104	5 336	1 568	16 008	9,5
Fabrication de systèmes de réfrigération (à usage commercial et industriel)	40 853	21 140	0	61 993	36,8
Solvants	11 381	6 128	0	17 509	10,4
Total général	111 153	54 349	3 136	168 638	100,0

7. Le PNUD a prévu 1,1 million \$US pour la création d'un projet de réfrigérants à base d'hydrocarbures en Égypte, avec une élimination de 11 tonnes PAO. Le Comité exécutif a déjà approuvé une activité similaire au Nigéria dans le cadre de la troisième tranche de la phase I du PGEH.

Projet de démonstration des solutions de remplacement à faible PRG²

8. Un montant total de 2,04 millions \$US est prévu pour quatre projets de démonstration des solutions de remplacement à faible PRG en 2016. Le PNUD a fourni les valeurs PAO pour trois des quatre projets représentant 37,3 tonnes PAO, comme indiqué dans le tableau 3.

Tableau 3 : Projets de démonstration des solutions de remplacement à faible PRG

Pays	Secteur et sous-secteur	Valeur (en milliers de \$US) 2016	PAO 2016
Costa Rica	Projet de démonstration sur la transition d'une unité de refroidissement à base de HCFC-22 vers un système au NH3 dans des chambres froides	500	0,0
Inde	Projet de démonstration sur le développement et l'évaluation des formulations de polyol des mousses à vaporiser pour les constructions utilisant des HFO en tant qu'agent de gonflage	1 000	33,0
Koweït	Projet de démonstration des solutions de remplacement à faible potentiel de réchauffement global dans les pays à température ambiante élevée pour les applications de climatisation	218	3,7
Maldives	Projet de démonstration des solutions de remplacement à faible potentiel de réchauffement global visant l'élimination des HCFC dans les applications de réfrigération utilisées dans l'industrie de la pêche	321	0,6
Total		2 039	37,3

Observations du Secrétariat sur les activités standard

RI

9. Pour les activités de RI, 16,37 millions \$US ont été prévus, dont 9,99 millions \$US pour la période 2016-2018³, et 6,37 millions \$US pour la période 2019-2020.

Coûts de base

10. L'augmentation des coûts de base⁴ devrait se maintenir au chiffre convenu à ce jour soit 0,7 pour cent.

² Conformément à la décision 72/40 b) à travers laquelle le Comité exécutif a prévu un créneau de présentation des projets de démonstration des solutions de remplacement des HCFC à faible potentiel de réchauffement global (PRG) d'ici à la 76^e réunion dans un cadre spécifique, et a alloué un financement total ne devant pas dépasser 10 millions \$US.

³ Conformément à la décision 74/51 c), afin d'approuver tous les projets de RI et les renouvellements à un niveau de 28 pour cent supérieur à celui convenu d'habitude, avec un niveau minimum de financement du RI de 42 500 \$US par an.

⁴ La demande des coûts de base du PNUD pour 2016 a été présentée à la 75^e réunion (UNEP/OzL.Pro/ExCom/75/34).

Ajustements au plan d'activités du PNUD pour la période 2016-2018

11. Au cours de la RCII, les ajustements aux plans d'activités des agences bilatérales et d'exécution ont été convenus sur la base des décisions pertinentes du Comité exécutif. En examinant le plan d'activités révisé du PNUD pour 2016-2018, le Secrétariat a noté que les ajustements suivants n'y figuraient pas :

Tableau 4 : Ajustements au plan d'activités du PNUD pour la période 2016-2018

Ajustement	2016-2018 (en milliers de \$US)	2019 jusqu'après 2020 (en milliers de \$US)
Nouvelles activités du PGEH (phase II) présentées à la 75 ^e réunion visant à correspondre au niveau de financement proposé et présenté au départ	-124	249
Phase I du PGEH conformément à la décision 60/44 f) xii)	-9	-28
Phase I supplémentaire du PGEH sur la base du seuil de rentabilité pertinent	-103	0
Préparation du projet pour la phase II des PGEH conformément à la décision 71/42	-2	-3
Phase II des PGEH dans les pays à FVC jusqu'à la valeur maximale admissible dans le but d'atteindre une réduction de 35 pour cent de la consommation de base de HCFC sur la base de la décision 74/50 c) xii)	-23	-3
Phase II du PGEH dans les pays à GVC prévoyant une élimination dépassant le seuil maximum admissible pour le HCFC-141b (y compris celui contenu dans les polyols prémélangés importés)	-1 787	-1 157
Secteur de la mousse de la phase II du PGEH dans les pays à GVC sur la base d'une rentabilité maximale de 7,00 \$US/kg ⁵	-70	-35

12. Le tableau 5 présente les résultats des ajustements proposés par le Secrétariat au plan d'activités du PNUD pour la période 2016-2018, lesquels sont également abordés dans le cadre du Plan d'activités général du Fonds multilatéral pour les années 2016-2018⁶.

Tableau 5 : Allocation des ressources dans le plan d'activités ajusté du PNUD pour 2016-2018 (en milliers de \$US)*

Article	2016	2017	2018	Total (2016-2018)	Total (2019-2020)	Total après 2020
Activités dont le respect est exigé						
APA approuvés	1 953	568	1 678	4 199	781	21
Phase I du PGEH	42	21	8	70	56	11
Phase I du PGEH - financement supplémentaire	327	128	0	455	0	0
PRP du PGEH - phase II	0	86	208	293	243	0
Phase II du PGEH	34 990	23 635	50 957	109 582	53 418	3 366
Démonstration des solutions de remplacement à faible PRG	2 039	0	0	2 039	0	0
Activités standard						
RI	3 620	2 753	3 620	9 993	6 373	0
Unité de base	2 055	2 069	2 084	6 208	4 212	0

⁵ Comme convenu lors de la RCII.

⁶ UNEP/OzL.Pro/ExCom/75/21.

Article	2016	2017	2018	Total (2016-2018)	Total (2019-2020)	Total après 2020
Total général	45 025	29 261	58 555	132 840	65 082	3 398

Indicateurs de performance

13. Le PNUD a présenté les indicateurs de performance conformément à la décision 71/28 dans le détail de son plan d'activités. Après plusieurs discussions, le PNUD et le Secrétariat ont convenu des objectifs tels qu'ils figurent dans le tableau 6.

Tableau 6 : Indicateurs de performance pour le PNUD

Type d'indicateur	Titre abrégé	Calcul	Objectif 2016
Planification-- Approbation	Tranches approuvées	Nombre de tranches approuvées par rapport à celles prévues*	28
Planification-- Approbation	Projets/activités approuvé(e)s	Nombre de projets/activités approuvé(e)s par rapport à celles/ceux prévu(e)s (y compris les activités de préparation de projets)**	18
Mise en œuvre	Fonds décaissés	En fonction du décaissement prévu dans le rapport périodique	26 906 232
Mise en œuvre	Élimination des SAO	Élimination des SAO pour la tranche lorsque la prochaine tranche est approuvée par rapport à celles prévues par les plans d'activités	390,1
Mise en œuvre	Achèvement des activités des projets	Achèvement des projets par rapport à toutes les activités prévues dans les rapports périodiques (mise à part la préparation des projets)	61
Administratif	Vitesse d'achèvement du financement	Mesure dans laquelle le financement des projets est achevé 12 mois après l'achèvement des projets	70 % de ceux devant être rendus
Administratif	Présentation dans les délais des rapports d'achèvement de projets	Présentation dans les délais des rapports d'achèvement de projets par rapport aux délais convenus	70 % de ceux devant être rendus
Administratif	Présentation dans les délais des rapports périodiques	Présentation dans les délais des rapports périodiques des plans d'activités et réponses, sauf accord contraire	À temps

* Si un organisme ne parvient pas à présenter une tranche à cause d'une autre agence de coopération ou principale (et sous réserve d'acceptation par cette dernière), son objectif sera revu à la baisse.

** La préparation d'un projet ne doit pas être évaluée avant que le Comité exécutif ait décidé de son financement.

Questions politiques

14. Le PNUD a présenté cinq questions liées à la phase II des PGEH. La première question concerne le fait d'autoriser les pays à présenter la phase II des PGEH allant au-delà de l'objectif d'élimination à l'horizon 2020. Grâce aux ajustements que le Secrétariat a apportés aux plans d'activités, les PGEH des pays à GVC où un secteur de fabrication est en activité pourront rester, dans la limite du financement disponible, à un nombre de tonnes supérieur à l'exigence de conformité pour 2020. Les ajustements du nombre de tonnes permettent aux pays à FVC et à GVC où seul le secteur de l'entretien est en activité, de respecter la mesure de réglementation pour 2025 s'ils se sont déjà engagés pour 2020, et jusqu'en 2020, s'ils se sont engagés pour 2015. Il n'y a eu aucun pays à FVC dans les plans d'activités du PNUD qui a demandé une élimination de 100 pour cent en vertu de la décision 60/15.

15. La deuxième question concerne une priorité à établir pour le secteur de fabrication des systèmes de réfrigération et de climatisation. La décision XIX/6 place en priorité le HCFC-141b, principalement utilisé dans le secteur des mousses. Les observations du Secrétariat dans le Plan d'activités général du

Fonds multilatéral pour les années 2016-2018 renseignent sur l'admissibilité au financement restant pour le HCFC-141b en tenant compte des activités prévues par les plans d'activités. Le Comité exécutif a demandé aux agences de présenter en priorité les projets d'élimination du HCFC-141b afin que puissent être respectées les réductions de la consommation pour les années 2013 et 2015, conformément à la décision XIX/6 ; il a également décidé de se pencher sur les projets d'élimination des HCFC pour les HCFC dont le PAO est inférieur à celui du HCFC-141b, lorsque les circonstances et les priorités du pays ont rendu leur présentation nécessaire, dans le but de se conformer aux mesures de réglementation pour 2013 et 2015 (décision 59/11). Le Comité a également demandé aux agences bilatérales et d'exécution, lors de la présentation des activités visant à éliminer le HCFC-22 utilisé dans la fabrication des équipements de réfrigération et de climatisation, d'estimer la quantité totale future de HCFC-22 qui qu'il faudrait utiliser pour l'entretien de ces équipements jusqu'en 2020 (décision 62/12). Cependant, la phase II des PGEH pour le Brésil⁷, la Colombie⁸ et le Liban⁹, telle que présentée au départ à la 75^e réunion, a intégré la reconversion des secteurs de fabrication des systèmes de réfrigération et de climatisation en plus des secteurs des mousses et d'entretien. En outre, le Comité exécutif a approuvé plusieurs phases I de PGEH qui abordaient la reconversion du secteur de fabrication des systèmes de réfrigération et de climatisation.

16. La troisième question concerne la pratique du Comité exécutif qui consiste à exiger au minimum 10 pour cent du financement total pour la dernière année d'un PGEH. Le PNUD fait remarquer que ce montant ne peut être utilisé pour atteindre l'objectif de conformité car il est financé soit l'année de la mesure de réglementation, soit l'année précédente. Il est à noter que les projets d'investissement du Fonds multilatéral sont achevés en trois ans, en moyenne. Le paiement final de 10 pour cent était destiné à veiller à la mesure de réglementation et au respect de l'Accord entre le pays concerné et le Comité exécutif. Lors de la mise en œuvre des PGEH approuvés, l'expérience a montré qu'au moment de la présentation de la dernière tranche, une partie des fonds issus des tranches précédentes reste disponible ; car la plus grande partie du financement des coûts associés à la reconversion du secteur de fabrication a été décaissée et engagée ; le financement demandé pour la dernière tranche tient compte des activités de l'unité de gestion de projet, notamment des rapports de vérification, le cas échéant.

17. La quatrième question concerne l'augmentation de la consommation de HCFC depuis 2010. Le PNUD prend note du fait que certaines entreprises ont augmenté leur consommation depuis 2010 et qu'elles pourraient alors avoir droit à une indemnité basée sur le calcul de la consommation de SAO soit à l'année, soit sur une moyenne des trois années précédant immédiatement la préparation du projet, conformément à la décision figurant au paragraphe 32 b) du rapport de la 16^e réunion du Comité exécutif¹⁰. Le Secrétariat suggère que l'augmentation de la consommation soit prise en compte dans l'utilisation du financement restant disponible étant donné la révision de la stratégie globale adoptée pour la phase II des PGEH.

18. Le Secrétariat note que lors de sa 35^e réunion, le Comité exécutif a décidé du point de départ pour déterminer la consommation restante de SAO éligible à un financement par le Fonds multilatéral. Le Comité exécutif « a reconnu que la consommation déclarée pour certaines années à venir pourrait être supérieure ou inférieure aux niveaux résultant du calcul convenu, mais si les chiffres de consommation dépassent les niveaux cibles, ces augmentations de la consommation ne pourraient donner droit à un financement. Il est également noté que les chiffres qui en résultent représentent les SAO résiduelles maximales dont le Fonds financera la réduction, et que les orientations déjà adoptées par le Fonds concernant l'admissibilité des projets serait maintenue à tous les égards. » (clause conditionnelle B de la décision 35/57).

⁷ UNEP/OzL.Pro/ExCom/75/40.

⁸ UNEP/OzL.Pro/ExCom/75/42.

⁹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/75/52.

¹⁰ UNEP/OzL.Pro/ExCom/16/20.

19. Sur la base de l'examen des phases approuvées I et II des PGEH, les niveaux de consommation de HCFC dans la plupart des pays visés à l'Article 5 diminuent principalement grâce aux activités d'élimination qui sont mises en place, à l'exploitation de systèmes efficaces de permis et de quotas et à des facteurs externes comme la récession économique (qui, dans certains cas, a entraîné la fermeture d'usines de fabrication à base de HCFC). Dans certains cas, la consommation de HCFC a augmenté dans certaines usines de fabrication. Dans certains autres, il a été noté que la consommation admissible totale de HCFC d'un secteur de fabrication qui avait été entièrement financé était inférieur à la quantité établie au départ (par exemple, la phase II du PGEH pour le Mexique déjà approuvée, la phase II du PGEH pour la Colombie présentée à la 75^e réunion).

20. Lors de sa 54^e réunion, le Comité exécutif a approuvé les lignes directrices de la préparation et de la mise en œuvre des PGEH. Ensuite, le Comité exécutif a approuvé le financement de la préparation de la phase I des PGEH de tous les pays visés à l'Article 5, pour un grand nombre de pays visés à l'Article 5 (surtout ceux à GVC), de la préparation de la phase II de leurs PGEH. Un financement spécifique a été prélevé sur le financement total et alloué pour l'élaboration de la stratégie globale de l'élimination des HCFC (pour les phases I et II) par l'intermédiaire de laquelle les pays pourraient *notamment* « développer une stratégie à long terme qui fournit une orientation générale et répertorie les mesures essentielles que le pays prévoit de prendre pour parvenir à l'élimination des HCFC. Une telle approche pourrait être présentée sous forme de phases successives qui prévoiraient un délai suffisant pour résoudre les questions politiques restantes aux niveaux du Fonds et des pays. À cet égard et compte tenu de l'incertitude existante concernant les avancées technologiques, la stratégie à long terme pourrait prévoir des options et faire l'objet d'une révision périodique et d'une mise à jour sur la base, *entre autres*, du développement des solutions de substitution et de remplacement » (document UNEP/OzL.Pro/ExCom/54/53). Par conséquent, lors de l'élaboration de n'importe quelle phase du PGEH, une attention particulière doit être prêtée à la consommation restant admissible au financement, ainsi qu'aux prévisions de croissance de la consommation pour n'importe quel plan d'élimination sectoriel.

21. En outre, au cours de la discussion de cette question lors de la RCII, le Secrétariat a souligné que la phase II des PGEH devait être planifiée avec soin pour s'assurer que l'on dispose de fonds suffisants pour l'élimination de la consommation admissible utilisée par les entreprises admissibles dans les phases ultérieures du PGEH.

22. La cinquième question concerne la souplesse entre la consommation de HCFC-141b et de HCFC-22. Le PNUD affirme qu'une partie des fonds prévus aux termes des accords conclus pour le HCFC-141b entre le pays concerné et le Comité exécutif seraient encore disponibles. Le PNUD a suggéré une certaine souplesse quant à l'admissibilité aux fonds restants, de manière à accroître le financement du HCFC-22. Le Secrétariat note que les accords ne permettent pas cette souplesse.

23. Cette question a été discutée lors de la RCII. Le Secrétariat a rappelé aux agences bilatérales et d'exécution que la consommation restante admissible au financement était établie pour chaque substance et qu'elle ne pouvait être transférée. En outre, l'accord dans lequel la consommation de départ est établie reflète un engagement juridique entre le pays et le Comité exécutif. Par ailleurs, le financement auquel est admissible un pays est déterminé en fonction du point de départ de la réduction globale de la consommation au moment de l'approbation de l'accord. Le niveau de consommation de HCFC admissible à un financement reposait sur la consommation de chaque HCFC (figurant à l'annexe 2-A des accords), et par conséquent, l'ajustement du niveau de consommation de HCFC aux fins de financement ne serait pas possible.

24. Il est à noter que la consommation de HCFC-141 b contenu dans les polyols importés et, pour les pays visés à l'Article 5 qui incluent cette consommation dans leurs données concernées par l'Article 7, la consommation de HCFC-141 en vrac ne peut pas être déterminée avec précision compte tenu du fait que la plupart des pays visés à l'Article 5 n'ont pas exigé de permis d'importation / d'exportation pour les polyols prémélangés contenant du HCFC-141b dans la mesure où il n'est pas fait état de la quantité de

HCFC-141b qu'ils contiennent en vertu de l'Article 7 du Protocole de Montréal. En outre, les codes harmonisés les plus couramment utilisés pour les polyols regroupent tous les polyols en un, y compris ceux prémélangés et contenant différents agents de gonflage. C'est pourquoi les quantités de HCFC-141b en vrac ou contenu dans les polyols prémélangés importés reposent sur les meilleures estimations fournies par les entreprises de formulation, les distributeurs de produits chimiques et/ou les entreprises spécialisées dans les mousses.

RECOMMANDATIONS

25. Le Comité exécutif pourrait décider :

- a) De prendre note du plan d'activités du PNUD pour 2016-2018 figurant dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/75/23 et
- b) D'approuver les indicateurs de performance du PNUD figurant dans le Tableau 6 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/75/23.



*Empowered lives.
Resilient nations.*

**Executive Committee of the Multilateral Fund
for the Implementation of the Montreal Protocol**

**UNDP 2016
Business Plan Narrative**

75th Meeting, 16-20 November 2015, Montreal

I. Introduction

The 2016-2018 UNDP Business Plan for the Multilateral Fund for the Montreal Protocol provides the Executive Committee with estimates of the funding levels needed to achieve the 2020 control measures for HCFCs. This narrative is based on an excel table that is included as **Annex 1** to this report. The excel table lists all the ongoing and planned UNDP activities for which funding is expected during the period 2016 through 2018. Figures are also provided for the years 2019-2030, which are mainly related to Stage I HPMP approvals, preparation funds for Stage II, and Stage II HPMP proposals. It should also be noted that planned activities included in the 2016 column are relatively firm, while future years are indicative and are provided for planning purposes only.

In preparing this business plan, the relevant Executive Committee decisions on Business Planning, Stage I and Stage II HPMPs, and HCFC investment and demonstration projects (60/44, 71/18, 71/42, 72/20, and 72/40) as well as country requests have been taken into consideration. In addition, as per Executive Committee decision 74/51, funding levels for institutional strengthening projects were increased by 28%. As agreed with the Secretariat, activities which were included in UNDP's 2015 Business Plan, but were not submitted in 2015 were reflected in the 2016 Business Plan as well.

The activities included for 2016 can be summarized as follows:

- 22 ongoing institutional strengthening activities, of which 10 will request an extension in 2016 for a combined amount of US\$ 3.6 million;
- Several HCFC-related activities, some of which have resulted directly from the approval of Stage I in the previous six years.
- Ten countries have also included HCFC activities for Stage II HPMPs in 2016. This includes large countries such as China, India, Iran and Nigeria.
- Full sized projects demonstrating low GWP alternatives to HCFCs (in accordance with Executive Committee Decision 72/40) in four countries (Costa Rica, India, Kuwait and Maldives). Preparatory funding has already been received for these projects at the 74th meeting. It should be noted that the full sized demonstration projects for China, Colombia, Dominican Republic, and Egypt are expected to be approved in 2015 and are thus not included in the current business plan; and
- One global request for the Core Unit support cost.

Thus the expected business planning value is **US\$ 45.8 million for 2016** and **US\$ 30.0 million for 2017** (including support costs). This funding translates to the phase out of 440.3 ODP tonnes in 2016 and 257.5 ODP tonnes in 2017.

Figures for the Stage I HPMP-related activities in 2016 and beyond were obtained using the following methodology:

1. For the approved MYAs, actual figures and ODP values were taken from the agreements between the Executive Committee and the countries concerned.
2. A new Stage I HPMP for Mauritania with funding in 2016 was included. Difficulties at the national level have not allowed us to submit this Stage I HPMP (as well as the Stage I HPMP for South Sudan) yet.
3. A HPMP for Panama has already been approved, but an entry for a potential foam project that uses pre-blended polyols has been included in 2016. This request falls under ExCom decisions 61/47 and 63/15, which allows countries to submit them when a feasible technology is available in the System Houses that supply the countries (mainly Colombia and Chile that would be reconverted in their Stage II HPMPs).
4. An investment project has been included for Cuba in the air conditioning manufacturing sector in the year 2017. At the time of Cuba's HPMP approval (November 2011), the decision allowed Cuba to

submit the investment project for Frioclima during this period.

Figures for the Stage II HPMP-related activities in 2016 and beyond were based on the Stage II guidelines that were approved at the 74th meeting and were obtained using the following methodology:

1. We took the sector/chemical distribution as per starting point, based on the HPMP Stage I document.
2. We took the ODPs by sectors that have already been approved during Stage I and calculated the remaining eligible sector consumption by deducting the approved ODP from the original sector distribution.
3. For non-LVCs, in most cases, we estimated the value of Stage II based on a calculation of up to 35% of the value of phase-out. HCFC-141b entries were prioritized in the majority of cases.
4. For LVCs that phased out 10% in Stage I, we assumed they would phase-out 35% in Stage II.
5. US dollar estimates were derived based on the cost-effectiveness figures agreed with the MLF Secretariat during the Inter-agency coordination meeting in August 2015.
6. The year of the first tranche of Stage II and the duration of Stage II were determined on a country basis depending on the local context of the country.

Stage II PRP was entered one to two years before the last tranche of Stage I of the HPMP is due in most cases with the exception of a few countries.

II. Resource allocation

The projects are grouped into various categories, which are described in the following summary table.

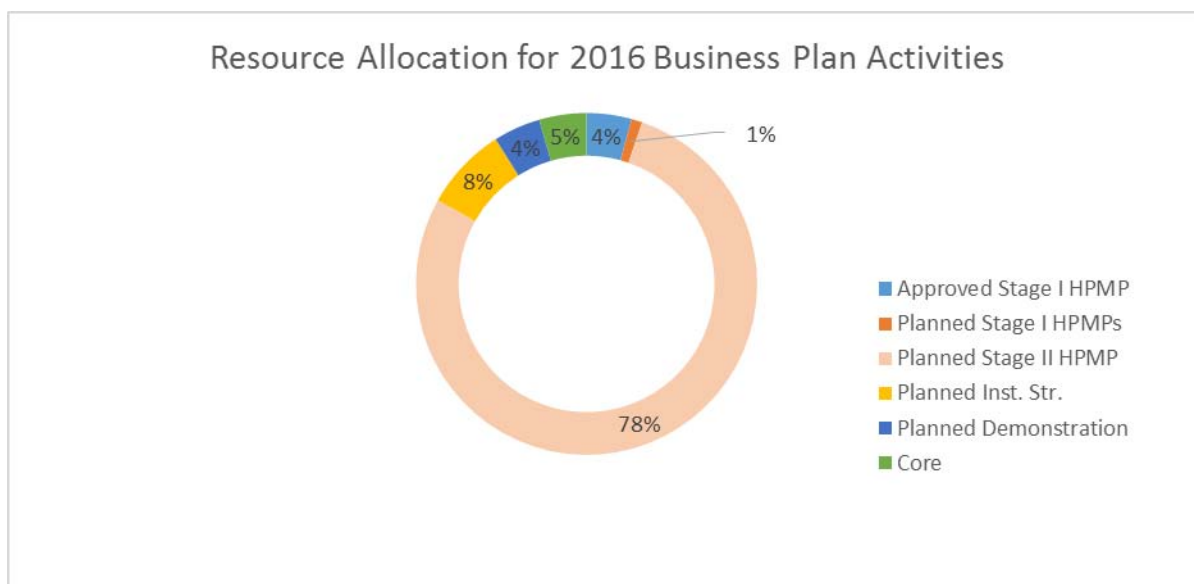
Table 1: UNDP 2015-2017 Business Plan Resource Allocations¹

Category	2016 Value (000's)	2017 Value (000's)	2018 Value (000's)
1a. Approved Stage I HPMP	1,953	568	1,490
1b. Approved Stage II HPMP	-	-	187
2a. Planned Stage I HPMPs	472	157	8
2b. Planned Stage II PRP	-	86	210
2c. Planned Stage II HPMP	35,666	24,412	51,509
3. Planned Inst. Str.	3,620	2,753	3,620
4. Planned Demonstration	2,039	-	-
5. Core	2,055	2,069	2,084
Grand Total	45,805	30,046	59,108

The bulk of UNDP's activities fall under HCFC phaseout, with Stage II HPMPs representing about 78% of the funding levels in 2016. Indeed with the ending of the 10% reduction target in 2015, the key priority for 2016 will be the activities towards the 2020 control measure – the 35% reduction target for HCFCs.

¹ All values include agency support costs.

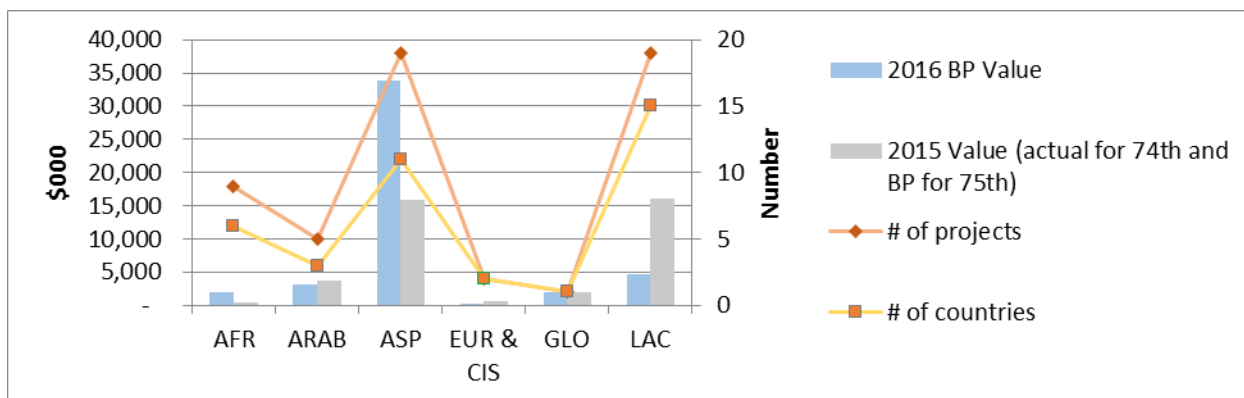
Chart 1: UNDP Resource Allocation for 2016 Business Plan Activities



III. Geographical distribution

The UNDP Business Plan will once again cover all the regions, with approved and new activities in 53 countries, 38 of which have funding requests in 2016. The number of countries, activities and budgets per region for 2016 is listed in Chart 1.

Chart 2: UNDP 2016 MYA Tranches² and New Activities per Region³



This graph doesn't include the Ozone programmes in the CIS that are funded by the GEF.

IV. Programme Expansion in 2016

4.1. Background

UNDP's 2016-2018 Business Plan has mostly been developed by taking previous years' business plans into

²All values include agency support costs.

³EUR contains CIS-countries that receive MLF funding.

consideration, applying the relevant Executive Committee decisions on Business Planning, Stage I and Stage II HPMPs, investment and demonstration projects, and through communication with Article 5 countries that have expressed an interest in working with UNDP to address their compliance and other needs.

Clarifications were sought and overlaps were resolved during discussions with the MLF Secretariat and other Implementing and bilateral Agencies during and post the Inter-Agency Coordination meeting held on 31 August - 2 September 2015 in Montreal.

Countries Contacted. All activities listed are either deferred from the prior year’s business plan, or have active project preparation accounts ongoing, or were included based on requests from the countries concerned. UNDP will continue to provide technical and advisory support to all the countries assisted during Stage I. In addition, UNDP will also start to provide support to Venezuela for Stage II.

Coordination with other bilateral and implementing agencies. As in the past, during 2016 UNDP will continue to collaborate with both bilateral and other implementing agencies, as lead agency or cooperating agency. Collaborative arrangements in programming will continue with bilateral agencies, the Government of Italy and the Government of Japan.

4.2. ODP Impact on the 3-year Phase-out Plan

In the next table, which is also based on **Annex 1**, the ODP amount listed in a given year corresponds to the US\$ amount that is approved in that same year whereby the overall cost-effectiveness was applied to each individual funding tranche.

Table 2: Impact upon Project Approval (in ODP T)⁴

Category	ODP in 2016	ODP in 2017	ODP in 2018
HCFC-141b	278.5	141.0	348.5
HCFC-142b	-	4.7	-
HCFC-22	153.0	101.1	202.4
HCFC-22/HCFC-141b	8.7	10.7	5.6
Grand Total	440.3	257.5	556.5

*The split between the various HCFCs is often difficult to determine, especially where various agencies are active in one HPMP. It is for those cases that the category “HCFC-22/HCFC-141b” was used.

4.4. Non-investment projects

Also included in **Annex 1** are UNDP’s five individual planned non-investment projects in 2016, with a total value of US\$ 4.1 million, including support costs. This list includes one global request under the core unit and four full sized projects demonstrating low GWP alternatives to HCFCs (in accordance with ExCom Decision 72/40).

Details on all these requests will also be included in the respective Work Programmes to be submitted throughout 2016.

⁴ Tonnage in ODP and based on date of project approvals. The figures for ODP related to ODS-waste management and destruction projects are very raw estimates. In addition it has to be clear that those figures are not phase-out as they represent ODS “use” and not “consumption”

Table 3: Individual Non-Investment projects (DEM/TAS) in 2016

Agency Category	Country	Sector and Subsector	Value (\$000) in 2016
4. Planned Demonstration	Costa Rica	Demonstration project for the transition of HCFC-22-based refrigerant unit to NH3 system in cold chambers	500
4. Planned Demonstration	India	Demonstration project for development and evaluation of spray foam polyol systems for buildings using HFOs as blowing agent	1,000
4. Planned Demonstration	Kuwait	Demonstration project for low-global warming potential alternatives in high ambient temperature conditions in air-conditioning applications	218
4. Planned Demonstration	Maldives	Demonstration project for low-global warming potential alternatives for HCFC phase-out in refrigeration applications in fishing industry	321
5. Core	Global	Core Unit Support	2,055

In addition, UNDP will prepare 12 non-investment Institutional Strengthening project extensions in 2016, as indicated in the table below. The total value of IS renewal programming in 2016 is US\$ 3.6 million. An additional 10 IS renewals (Brazil, Chile, Colombia, Costa Rica, Cuba, Georgia, Indonesia, Malaysia, Panama, and Uruguay) will be submitted in 2017 and are thus not shown in the table below.

Table 4: Non-Investment Institutional Strengthening requests

Agency Category	Country	Sector and Subsector	Value (\$000) in 2016
3. Planned Inst. Str.	Argentina	Several Ozone unit support	427
3. Planned Inst. Str.	Bangladesh	Several Ozone unit support	178
3. Planned Inst. Str.	China	Several Ozone unit support	534
3. Planned Inst. Str.	Ghana	Several Ozone unit support	191
3. Planned Inst. Str.	India	Several Ozone unit support	511
3. Planned Inst. Str.	Iran	Several Ozone unit support	238
3. Planned Inst. Str.	Lebanon	Several Ozone unit support	212
3. Planned Inst. Str.	Nigeria	Several Ozone unit support	356
3. Planned Inst. Str.	Pakistan	Several Ozone unit support	307
3. Planned Inst. Str.	Sri Lanka	Several Ozone unit support	184
3. Planned Inst. Str.	Trinidad and Tobago	Several Ozone unit support	91
3. Planned Inst. Str.	Venezuela	Several Ozone unit support	391

4.5. Formulation of HPMP related activities in 2016

UNDP has submitted HCFC Stage I Phase-out Management Plans for 48 countries out of 50 countries. 2016 will be particularly important as it is the year after a compliance year. Thus, an increased effort will be made to speed up implementation of ongoing tranches of Stage I HCFC Phase-out Management Plans and to initiate Stage II activities. In essence, the following project formulation activities will be carried out:

1. Preparing and submitting final tranches of Stage I HPMPs. 17 tranches valued at \$2.0 million is expected to be submitted in 2016.
2. Developing and submitting first tranches for Stage II HPMPs. 2016 will be a key year for the submission of Stage II HPMP proposals. It is expected that ten countries will be submitting their Stage II HPMPs to the ExCom for its consideration in 2016.
3. Demonstration projects for low-global warming potential alternatives in the refrigeration and foam sectors will be carried out in China, Colombia, Costa Rica, Egypt, India, Kuwait, and Maldives. In

addition, a feasibility study for district cooling will be conducted in Dominican Republic.

4. Conducting ODS alternative surveys for Costa Rica, El Salvador, India, Iran, Lebanon, and Panama, all of which were already approved at the 74th meeting of the ExCom. It is expected that ODS alternative surveys will also be approved for UNDP for Bangladesh, Cuba, Dominican Republic, Moldova, Nigeria, Paraguay, and Peru at the 75th meeting of the ExCom.

It should be noted that UNEP and UNDP are still working on finalizing and submitting the Stage I HPMP for Mauritania and South Sudan. However, we have been unable to submit this HPMP yet due to internal difficulties (which has led to an audit that is still ongoing). Thus, UNDP has included the Stage I HPMP for Mauritania in its Business Plan in 2016. The Stage I HPMP for South Sudan will also be submitted as soon as the situation of the country will allow us to do so (most likely in 2017).

V. Activities included in the Business plan that needs special consideration

While the preceding Section 4 of this report dealt specifically with 2016 activities only, section 5 is related to all years.

Implementation of HCFC Phase-out Management Plans (HPMPs) in developing countries involves technology and policy interventions for phasing out HCFCs, to comply with the control targets of the accelerated HCFC phase-out schedule. During Stage I of the HPMP covering the 2013 and 2015 control targets, higher ODP HCFCs and sectors (HCFC-141b and the Foams Sector) were prioritized to maximize environmental impact. It followed that larger enterprises, where cost-effective conversions could be carried out using existing and mature technologies (eg. hydrocarbons), were also prioritized.

While some companies addressed in Stage I were able to identify solutions, we are now facing the work to be done to phase out consumption in SMEs. It has been noted during Stage I that even in the prioritized sectors/substances (HCFC-141b, Foams Sector), for enterprises with lower levels of HCFC consumption, established alternatives to HCFCs (e.g. hydrocarbons) did not always provide a sustainable solution in terms of availability, costs, performance and safety issues. Similarly, in other sectors and substances, alternatives to HCFCs are in various stages of development and market introduction and reliable data in terms of costs, availability and performance is not readily available, particularly at the country/ground level.

UNDP has significant experience in facilitating technology assessments of emerging alternatives (Methyl formate, Methyl Al, CO₂, R-32, Ammonia, hydrocarbons, etc.) in various sectors and will be submitting new proposals in 2016 that are in line with the intent of ExCom Decision 72/40 and which demonstrate viable and low GWP alternatives to HCFCs using various technologies in a number of priority sectors. Pursuant to ExCom decision 72/40, UNDP is preparing additional projects to demonstrate climate-friendly and energy-efficient alternative technologies to HCFCs, and feasibility studies on district cooling. UNDP has already received preparation funding for such demonstration projects for China, Costa Rica, Egypt, India, Kuwait, Lebanon, and Maldives. In addition, UNDP is submitting full sized projects for Colombia and Egypt but no preparation funding has been requested for these two projects.

Finally, as per the decision of XXVI/9 of the Twenty-Sixth Meeting of the Parties to the Montreal Protocol on Substances that Deplete the Ozone Layer, UNDP is also conducting surveys of ODS alternatives, prioritizing the Foams, Refrigeration and Air Conditioning sectors in selected developing countries representing a balance of size and regional spread in order to: establish the market penetration of current commercially available alternatives, in terms of supply chain and costs, performance and environmental impact; and identify emerging alternatives, in terms of their expected market introduction and availability, performance and projected costs. ODS alternative surveys have already been approved for Costa Rica, El Salvador, India, Iran, Lebanon, and Panama and it is expected that ODS alternative surveys will also be approved for Bangladesh, Cuba, Dominican Republic, Moldova, Nigeria, Paraguay, and Peru at the last meeting in 2015.

VI. Policy Issues

6.1. Stage II Beyond 2020 Targets

Some countries want to submit Stage II that goes beyond the 2020 targets – at times up to 2025 or beyond. If countries provide justifications as to why they should include such additional commitments during Stage II rather than in future stages, it is UNDP’s hope that the Executive Committee may be open to these requests. In addition, if HCFC phase-out in complex HCFC consumption patterns is to be looked at comprehensively, more than just one sector may need to be covered in a particular funding period (or stage) and this may demand drawing more resources from future stages – so in some countries this may require a “combination of stages in one programme”. It is UNDP’s hope that flexibility may be applied when reviewing country proposals.

6.2. Prioritization of RAC Manufacturing

While HCFC-141b is generally still considered high priority in view of its high ODP, as per ExCom guidance, some countries working on their Stage II HPMP formulation are concerned about the fact the RAC manufacturing sector ought to be addressed on a priority basis as well. Indeed, this sector when not tackled soon may result in an important servicing tail, which may lead to compliance problems in a few years. It is UNDP’s hope that flexibility may be applied when reviewing country proposals.

6.3. Funding Distribution for Stage II Tranches

In general, 10% of the total funding is reserved for the last tranche/last year of any HPMP. As this is usually the year of the control measure itself (or just before it), the funds are actually coming too late to allow for any phase-out activity and its related effect. Since this is the case, the tonnage associated with this 10% should really be associated with the control measure that goes beyond that of Stage II.

6.4. Growth in HCFC Consumption Since 2010

Some companies have seen growth in HCFC consumption in 2014 compared to 2010 consumption levels. The overall national compliance targets have been achieved as this growth has been compensated by a decrease in HCFC consumption by certain other enterprises. This could sometimes result in the higher consumption levels being funded by the enterprises concerned. This needs to be reviewed keeping in mind the national circumstances required for achieving compliance.

6.5. Flexibility between HCFC 141b and HCFC 22

While Executive Committee Decision 60/44 speaks about one starting point from which eligible activities ought to be deducted, Excom agreements in the HPMPs tend to split this starting point by substance, resulting in multiple starting points. Once HCFC 141b phase out is accomplished through project activities, a balance often remains in the eligible remaining consumption related to that particular substance. This may be relevant to very small users, which might be difficult to estimate due to their irregular foaming activities. It is UNDP’s hope that flexibility can be given to the country, to utilize the remaining tonnage of any substance (HCFC 141b in this example), so that it can be used for activities related to other sectors using other substances (HCFC 22 for example).

VII. 2016 PERFORMANCE INDICATORS

Decision 71/28 of the Executive Committee approved the following indicators to allow for the evaluation of performance of implementing agencies, with the weightings indicated in the table below. UNDP has added a column containing the “2016 targets” for those indicators. Some of these targets can be extracted from UNDP’s 2016 business plan to be approved at the 75th ExCom meeting in November 2015. It should however be noted that this table is usually revised at that meeting, depending on the decisions that are taken. Other targets will be known once the prior year’s progress report is submitted.

Category of performance indicator	Item	Weight	UNDP’s target for 2016	Remarks
Planning/Approval	Number of tranches approved vs. those planned*	10	29	19 Stage I tranches and 10 Stage II planned tranches
Planning/Approval	Number of projects/activities approved vs. those planned (including project preparation activities)**	10	46	29 MYAs, 12 IS, 1 TAS, 4 DEM
Implementation	Funds disbursed (based on estimated disbursement in progress report)	15	26,906,232	As determined by the 2014 Progress Report.
Implementation	ODS phase-out for the tranche when the next tranche is approved vs. those planned per business plans	25	403.0	ODS Phaseout associated with 19 Stage I approved tranches and 10 Stage II planned tranches
Implementation	Project completion vs. planned in progress reports for all activities (excluding project preparation)	20	81	As determined by the 2014 Progress Report.
Administrative	The extent to which projects are financially completed 12 months after project completion	10	70% of those due	
Administrative	Timely submission of project completion reports vs. those agreed	5	70% of those due	
Administrative	Timely submission of progress reports and business plans and responses unless otherwise agreed	5	On time	

* The target of an agency will be reduced if we could not submit a tranche owe to another cooperating/lead agency, if agreed by that agency.

** Project preparation should not be assessed if the Executive Committee has not taken a decision on its funding.

Note: As per usual practice, all the above indicators will be revised during the 75th ExCom, depending on which programmes are allowed to stay in the business plan at that meeting.

ANNEX 1 – TABLES RELATED TO PERFORMANCE INDICATORS

Table 1: Performance Indicator on planned/approved tranches

Country	Title
Stage I	
Angola	Stage I HPMP
Barbados	Stage I HPMP
Belize	Stage I HPMP
Bhutan	Stage I HPMP
Cambodia	Stage I HPMP
Chile	Stage I HPMP
Cuba	Stage I HPMP
DRC	Stage I HPMP
El Salvador	Stage I HPMP
Fiji	Stage I HPMP
Ghana	Stage I HPMP
Haiti	Stage I HPMP
Jamaica	Stage I HPMP
Malaysia	Stage I HPMP
Mali	Stage I HPMP
Sri Lanka	Stage I HPMP
Timor-Leste	Stage I HPMP
Mauritania	Stage I HPMP
Panama	HCFC-INV: Foams
Stage II	
Armenia	Stage II HPMP (servicing)
Chile	Stage II HPMP
China	Stage II HPMP
Dominican Republic	Stage II HPMP (servicing)
India	Stage II HPMP
Iran	Stage II HPMP
Nigeria	Stage II HPMP
Panama	Stage II HPMP
Republic of Moldova	Stage II HPMP (servicing)
Uruguay	Stage II HPMP (servicing)

Table 2: Performance Indicator on planned/approved activities

Country	Sector and Subsector
MYAs	
Angola	Stage I HPMP
Barbados	Stage I HPMP
Belize	Stage I HPMP
Bhutan	Stage I HPMP
Cambodia	Stage I HPMP
Chile	Stage I HPMP
Cuba	Stage I HPMP
DRC	Stage I HPMP
El Salvador	Stage I HPMP
Fiji	Stage I HPMP
Ghana	Stage I HPMP
Haiti	Stage I HPMP

Jamaica	Stage I HPMP
Malaysia	Stage I HPMP
Mali	Stage I HPMP
Sri Lanka	Stage I HPMP
Timor-Leste	Stage I HPMP
Mauritania	Stage I HPMP
Panama	HCFC-INV: Foams
Armenia	Stage II HPMP (servicing)
Chile	Stage II HPMP
China	Stage II HPMP
Dominican Republic	Stage II HPMP (servicing)
India	Stage II HPMP
Iran	Stage II HPMP
Nigeria	Stage II HPMP
Panama	Stage II HPMP
Republic of Moldova	Stage II HPMP (servicing)
Uruguay	Stage II HPMP (servicing)
IS	
Argentina	Several Ozone unit support
Bangladesh	Several Ozone unit support
China	Several Ozone unit support
Ghana	Several Ozone unit support
India	Several Ozone unit support
Iran (Islamic Republic of)	Several Ozone unit support
Lebanon	Several Ozone unit support
Nigeria	Several Ozone unit support
Pakistan	Several Ozone unit support
Sri Lanka	Several Ozone unit support
Trinidad and Tobago	Several Ozone unit support
Venezuela	Several Ozone unit support
TAS	
Global	Core Unit Support
DEMO	
Costa Rica	Demonstration project for the transition of HCFC-22-based refrigerant unit to NH3 system in cold chambers
India	Demonstration project for development and evaluation of spray foam polyol systems for buildings using HFOs as blowing agent
Kuwait	Demonstration project for low-global warming potential alternatives in high ambient temperature conditions in air-conditioning applications
Maldives	Demonstration project for low-global warming potential alternatives for HCFC phase-out in refrigeration applications in fishing industry

Table 3: ODS phase-out for tranches

Country	Title	ODP in 2016
Angola	Stage I HPMP	0.2
Barbados	Stage I HPMP	0.2
Belize	Stage I HPMP	0.0
Bhutan	Stage I HPMP	0.0
Cambodia	Stage I HPMP	0.9
Chile	Stage I HPMP	1.1
Cuba	Stage I HPMP	1.6
Democratic Republic of the Congo	Stage I HPMP	0.3
El Salvador	Stage I HPMP	0.8

Fiji	Stage I HPMP	0.4
Ghana	Stage I HPMP	3.8
Haiti	Stage I HPMP	0.4
Jamaica	Stage I HPMP	2.3
Malaysia	Stage I HPMP	5.2
Mali	Stage I HPMP	0.9
Sri Lanka	Stage I HPMP	0.9
Mauritania	Stage I HPMP	0.9
Panama	HCFC-INV: Foams	4.8
Armenia	Stage II HPMP (servicing)	0.5
Chile	Stage II HPMP (rigid foam)	14.0
Chile	Stage II HPMP (foam)	0.5
China	Stage II Investment proj./Sector Plans (ICR Sector Plan)	90.0
China	Stage II Investment proj./Sector Plans (Solvents Sector Plan)	120.0
Dominican Republic	Stage II HPMP (servicing)	4.7
India	Stage II HPMP (air conditioning)	23.6
India	Stage II HPMP (foam)	70.0
India	Stage II HPMP (refrigeration)	7.9
India	Stage II HPMP (refrigeration)	3.6
Iran (Islamic Republic of)	Stage II HPMP (refrigeration)	20.0
Iran (Islamic Republic of)	Stage II HPMP (refrigeration)	5.6
Nigeria	Stage II HPMP (foam)	8.0
Nigeria	Stage II HPMP (servicing)	5.6
Panama	Stage II HPMP (rigid foam)	0.8
Panama	Stage II HPMP (servicing)	1.4
Republic of Moldova	Stage II HPMP (servicing)	0.0
Uruguay	Stage II HPMP (servicing)	2.0

Table 4: Performance Indicator on project completions

Formula	Estimated Completion Date
BRA/PHA/64/INV/295	Jan-16
COS/SEV/71/INS/49	Feb-16
DOM/PHA/69/INV/53	Feb-16
PAN/SEV/71/INS/36	Feb-16
URU/SEV/71/INS/60	Feb-16
COL/REF/47/DEM/65	Mar-16
CUB/SEV/71/INS/52	Mar-16
DOM/PHA/69/INV/54	Mar-16
ARG/SEV/71/INS/172	Mar-16
BAR/PHA/69/INV/21	Apr-16
COL/DES/66/DEM/82	Apr-16
CPR/PHA/64/INV/515	Apr-16
MDV/PHA/69/INV/24	Apr-16
PER/PHA/68/INV/46	Apr-16
BRA/SEV/66/INS/297	Apr-16
ANG/PHA/72/INV/12	May-16
BRA/FOA/72/PRP/301	May-16
COL/FOA/72/PRP/87	May-16

COL/PHA/72/INV/89	May-16
COL/PHA/72/PRP/86	May-16
COL/REF/72/PRP/84	May-16
COL/REF/72/PRP/88	May-16
DOM/PHA/72/PRP/55	May-16
GHA/PHA/72/INV/39	May-16
GHA/PHA/BI/INV/37	May-16
IDS/FFI/72/PRP/205	May-16
IDS/PHA/72/PRP/204	May-16
IND/FOA/72/PRP/455	May-16
IND/FOA/72/PRP/458	May-16
IND/PHA/72/PRP/452	May-16
IND/REF/72/PRP/453	May-16
IND/REF/72/PRP/459	May-16
IRA/PHA/72/INV/211	May-16
IRA/PHA/72/PRP/216	May-16
IRA/REF/72/PRP/217	May-16
KYR/PHA/72/INV/29	May-16
LEB/FOA/72/PRP/81	May-16
LEB/PHA/72/PRP/80	May-16
LEB/REF/72/PRP/79	May-16
MAL/FOA/72/PRP/175	May-16
MAL/PHA/72/PRP/176	May-16
MAL/REF/72/PRP/177	May-16
MAL/REF/72/PRP/178	May-16
MOL/PHA/72/PRP/29	May-16
NIR/FOA/72/PRP/139	May-16
NIR/PHA/72/PRP/138	May-16
PAN/FOA/72/PRP/37	May-16
PAN/PHA/72/PRP/38	May-16
SRL/PHA/71/TAS/45	May-16
TLS/PHA/72/PRP/11	May-16
URU/FOA/72/PRP/62	May-16
URU/PHA/72/PRP/61	May-16
VEN/FOA/72/PRP/126	May-16
CHI/PHA/71/INV/179	Jun-16
CPR/PHA/68/INV/525	Jun-16
CPR/PHA/71/INV/537	Jun-16
IDS/PHA/64/INV/195	Jun-16
IDS/PHA/64/TAS/192	Jun-16
MEX/PHA/71/INV/168	Jun-16
JAM/PHA/70/INV/32	Jul-16
KAM/PHA/70/INV/28	Jul-16
SRL/PHA/70/INV/44	Jul-16
TLS/PHA/63/INV/07	Jul-16
CUB/PHA/68/INV/50	Aug-16
CPR/PHA/65/INV/519	Oct-16
CUB/PHA/65/INV/49	Oct-16

DOM/PHA/65/INV/49	Oct-16
MAL/PHA/65/TAS/170	Oct-16
ARM/PHA/73/PRP/12	Nov-16
BRA/PHA/73/INV/306	Nov-16
CHI/FOA/73/PRP/183	Nov-16
CHI/PHA/73/INV/184	Nov-16
CHI/PHA/73/PRP/182	Nov-16
CPR/PHA/73/INV/550	Nov-16
CPR/PHA/73/PRP/545	Nov-16
CPR/REF/73/PRP/543	Nov-16
CPR/SOL/73/PRP/544	Nov-16
FIJ/PHA/73/INV/27	Nov-16
NIR/PHA/73/INV/140	Nov-16
NIR/SEV/73/INS/141	Nov-16
URU/PHA/73/INV/63	Nov-16